



Mali : ingérence humanitaire ou nouveau Sahelistan ? (14e partie)

La Françafrique par mercenaires et traîtres interposés

Par [Ali El Hadj Tahar](#)

Mondialisation.ca, 26 février 2013

[Le Soir d'Algérie](#)

Région : [Afrique subsaharienne](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

L'opération Serval peut aussi s'expliquer par la nécessité militaire de donner du service à des éléments qui ont fait l'Afghanistan. Un service que les Etats-Unis rendent en faisant avancer le pion français au Mali, d'autant que les marines et autres GI's ont encore quelques affaires à régler en Afghanistan. De plus, cela passe mal pour les Etatsuniens de s'ingérer dans un pays d'Afrique après la Libye, la Syrie et le Yémen où ils n'ont pas laissé une bonne impression au sein de l'opinion musulmane.

Entreront-ils au Mali en 2014, lorsque leur retrait d'Afghanistan sera total, et surtout lorsque les conditions militaires et/ou politiques auront été réunies ? Le pourrissement de la situation au Mali servira probablement de prétexte d'une entrée des Etats-Unis, et l'histoire montre que les Américains apprécient les conflits ouverts par les Français, le Vietnam étant le meilleur exemple. La France s'est donné le mandat de s'immiscer au Mali à coups de mensonges et subterfuges. Hollande a dit qu'il laissait la doctrine néocolonialiste Françafrique derrière lui, mais elle colle à la politique extérieure française, surtout dans le lourd héritage d'un parti socialiste marqué de forts relents mitterradiens. Sarkozy l'a prouvé en Côte d'Ivoire, en se donnant ainsi un véritable pouvoir politique dans ce pays après avoir dégomme Gbagbo et placé Ouattara, comme Chirac l'a fait en 1999, en fomentant un coup d'Etat militaire contre le président Henri Konan Bédié, ouvrant ainsi pour ce pays plus d'une décennie de guerre, de massacres et de violences ethnico-religieuses. Laurent Gbagbo avait fermé la base française d'Abidjan, alors la France imposera Ouattara qui prétendait avoir gagné les élections face à son prédécesseur : il permettra le maintien de la base française. Au Tchad, la France maintient un millier d'hommes appelés dans le cadre du dispositif Epervier mis en place pour sauver un certain criminel, Hissène Habré, le président tchadien putschiste installé par la France et qui a appelé Paris à l'aide lorsque le président déchu, Goukouni Ouedi, a essayé de reprendre le pouvoir avec l'aide de Kadhafi, en 1986. Responsable de la mort de presque 40 000 personnes et de nombreux assassinats politiques, Habré sera d'ailleurs arrêté, mais, à ce jour, la France ne permet pas son jugement par la cour internationale de justice. La fin de la mission de l'opération Epervier au Tchad est proche et elle risque d'être fermée d'autant, qu'en 2010, le président Idriss Deby avait reproché à la France de ne rien payer pour sa présence militaire. Une opération coup-de-poing au Mali va donner à réfléchir à ces présidents qui osent chasser les troupes françaises et suivre les conseils de l'artiste Alpha Blondy qui chantait : «Armée française allez-vous en ! Allez-vous en de chez nous... Nous ne voulons plus d'indépendance sous haute surveillance.» En 1960, l'armée française comptait 30 000 hommes en Afrique ; en 1980, 15 000 ; aujourd'hui, ils sont à peine plus de 5 000, répartis sur trois bases : au Gabon

(1980), au Cap-Vert (1 200) et le plus gros contingent est à Djibouti (2 900). Rien qu'en 2011, près de 2 500 soldats ont quitté Djibouti (république de Djibouti), Dakar (Sénégal) et Abidjan (Côte d'Ivoire) où la force Licorne n'est plus que de 450 hommes. Avec un budget de 800 millions d'euros par an en 2008, pour la présence française en Afrique (sur un budget militaire français de 31,4 milliards d'euros en 2013), la France ne peut pas avoir les mêmes objectifs géostratégiques que les Etats-Unis qui octroient à la Défense près de 50% du budget étatique alors qu'en France, il n'est que le deuxième après l'éducation. En début d'année, la fermeture de la base française au Sénégal avait confirmé le désir de plusieurs chefs d'Etat africains de voir ces symboles de la Françafrique disparaître. Le président sénégalais Abdoulaye Wade a récemment déclaré que le Sénégal ne sera «pas le dernier pays à maintenir une base (militaire) française en Afrique. Il ne peut pas y avoir d'agressions extérieures, j'ai beau réfléchir, je ne vois pas qui peut agresser le Sénégal».

L'ingérence au nom du droit de défendre...

Cette fermeture des bases françaises en Afrique n'explique-t-elle pas l'acharnement de François Hollande à intervenir au Mali pour l'aider à se débarrasser des méchants «islamistes» ? Le drame n'a-t-il pas été scénarisé depuis le début, avec des armes qui se perdent en Libye, des partis fantoches qui se créent comme des champignons sous la pluie ? Beaucoup de peuples arabes n'ont pas pris conscience de la supercherie de cet hiver appelé «Printemps arabe» qui a amené des wahhabites au pouvoir et dans leur suite, et des crises à la chaîne, dont celle du Mali pourrait ouvrir la boîte de Pandore d'un terrorisme pour des décennies. L'objectif avoué d'une intervention au Mali est la lutte antiterroriste, mais cet alibi a souvent eu bon dos pour l'occupation de régions convoitées, si ce n'est un argument créé de toutes pièces, les cas afghan et irakien étant des classiques des nouvelles ruses de l'impérialisme camouflé en ingérence humanitaire. En effet, le vœu du sioniste français Bernard Kouchner finira par se concrétiser, et l'ONU par adopter une résolution en 2009 autorisant la responsabilité de protéger, la R2P (Responsibility To Protect) qui permet à la «communauté internationale» de s'ingérer pour pallier les «défaillances» d'Etats incapables de prendre en charge leur propre population. C'est pour sauver des populations civiles de prétendus massacres que l'ONU a adopté la résolution 1973 qui a permis à l'OTAN d'intervenir en Libye. Au nom de cette ingérence humanitaire, la France est pressée d'intervenir pour s'incruster dans un Mali convoité dont le président déchu, Amadou Toumani Touré, lui aurait refusé l'installation d'une base militaire. En forçant la main aux nouvelles autorités, putsch-invasion-libération aidant, Paris finirait par avoir sa base. Les Etats-Unis, eux aussi, cherchent un pays où installer la base de l'Africom, et ils l'auront probablement dans le pays qui s'avérera le plus faible ou le plus choyé par de futurs libérateurs : le Niger où, selon le New York Times, ils viennent de décider de la création d'une base pour le lancement de drones, ce qui augure de beaux jours pour Al-Qaïda, Ansar Dine, Mujao et autres mercenaires pseudo-djihadistes dans la région. Le fait que les Américains participent à l'intervention française n'annule pas tout ce qui vient d'être dit plus haut sur la différence de point de vue entre la Maison-Blanche et l'Elysée, car il n'y a pas de différend entre puissances amies mais néanmoins rivales. Tout n'a été que mensonges et camouflage pour préparer les conditions d'une intervention au mépris des milliers de réfugiés, des morts et des mains coupées ? L'impérialisme français ou américain n'a jamais fait cas de la vie humaine, et ce qui se passe en Syrie, en Irak et au Pakistan montre l'insensibilité implacable des atlantistes. Le raid israélien contre la Syrie pendant que les pays de l'OTAN y envoient leurs mercenaires atteste que notre analyse est juste. Maintenant, on comprend aussi pourquoi ni la France ni les autres pays, qui ont accouru avec leurs avions au Mali, ont préféré cette option à mettre la main à la poche pour offrir la

modique somme de 375 millions de dollars nécessaire aux forces de la Misma. On comprend aussi pourquoi l'ONU n'a pas demandé une aide internationale pour les réunir ni pour l'envoi des troupes africaines : l'intervention française était déjà dans les plans entre Obama, Hollande et Cameron. Les Russes, préoccupés à sauver la Syrie, ne se sont pas ingérés dans la question : ils ont été éjectés de l'Afrique, y compris par cet ancien ami algérien qui a participé aux exercices de l'OTAN en même temps qu'Israël en 2010... Plusieurs auteurs partagent la thèse du complot impérialiste au Mali, la France, l'ancien maître colonial est naturellement choisi « parmi les puissances occidentales pour diriger une aventure néo-impérialiste dans cette région stratégiquement importante », écrit Finian Cunningham, un journaliste irlandais.(1) Les sommes dépensées par l'armée française dans le cadre de l'opération Serval (pour rendre servile ?) ont dépassé 30 millions d'euros en une semaine sur un budget de 630 millions d'euros destiné aux Opex (opérations extérieures) par le ministère de la Défense français, ce qui signifie d'ailleurs que ce budget ne pourrait pas tenir plus de deux mois. Cela signifie-t-il, par conséquent, que la France va se désengager du conflit malien au-delà de mars-avril, ou bien, va-t-elle s'engager pour une durée imprévisible malgré sa récession économique ? On ignore si les pays du Golfe vont payer la facture comme en Libye et en Syrie, car il n'a rien filtré de la visite de Hollande aux EAU. Le 13 janvier, le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian, a dit que la France n'a « pas vocation à rester éternellement dans ce pays », ce qui contredit ses propres déclarations quinze jours plus tard et celles d'autres officiels français.

Les associations « caritatives » qataries

Quelle va être la durée du conflit ? Militairement, il aurait été très facile pour l'armée malienne à elle seule de se débarrasser de ces bandes criminelles, à condition que le fonds de commerce de l'Azawad ne soit pas utilisé. Les Maliens ont subi un traumatisme qui les place dans le camp de l'opposition totale aux islamistes qu'ils aideront à éradiquer et à combattre. Sages, les Touareg ont compris que leur credo a été sali par le MNLA. Ils ont conscience qu'un démembrement du Mali sera dramatique pour eux et pour la région, comme ils le voient dans un Soudan divisé mais instable. La deuxième condition est le départ rapide des forces occidentales, et la non-implantation de bases américaines ou françaises. Or, malheureusement, comme nous l'avons écrit plus haut, une base américaine va bientôt être créée au Niger. Les Français auront-ils la leur au Mali ? Dès lors que le ver sera dans le fruit à cause de ces bases, il sera impossible de prévoir une fin heureuse pour le conflit dans la région. Et tant que les associations « caritatives » qataries qui financent le terrorisme et le soutiennent, y compris sur le plan médical et chirurgical, l'issue n'est pas optimiste, de surcroît si la Maison-Blanche fait toujours semblant d'oublier les accusations graves portées par l'amiral Giampaolo Di Paola, président du Comité militaire qui regroupe les chefs d'état-major des pays de l'OTAN, qui disait que « plus de 10 000 missiles sol-air » ont été perdus par l'OTAN en Libye et celles portées par Mahmoud Jibril, le chef du parti au pouvoir dans ce pays, disant que le Qatar refuse de récupérer les armes « oubliées » chez les groupes islamistes libyens, entendez par-là, celles du GICL (lire 2e partie). Le pays, qui accepte de servir de tremplin pour les forces atlantiques, permet la propagation du terrorisme. En Irak, dix années durant, Al-Qaïda - dont le but supposé était de nuire aux forces coalisées - a tué des centaines de milliers d'Irakiens à travers des attentats à la bombe dont la plupart n'étaient même pas placés à proximité des unités coalisées. Ce sont les forces révolutionnaires chiites et sunnites et quelques supporters de Saddam qui ont ciblé les 5 000 Américains et les quelques dizaines de Français ou d'Allemands, tués en Irak, et non pas les djihadistes financés, formés et soutenus par l'Arabie Saoudite et d'autres pays du Golfe pour créer le chaos dans ce pays et lui faire le plus de mal possible. Depuis le

fameux «Printemps arabe», plusieurs pays servent de bases arrière aux groupes terroristes ou leurs assurent une formation : la Jordanie, la Turquie et le Liban abritent des milliers de terroristes qui sont en train de détruire la Syrie. 100 000 terroristes sont entrés en Syrie, dont 90% par le territoire turc. La Tunisie, la Libye et l’Egypte ont des agences et des agences de voyages servant au recrutement de terroristes destinés à la Syrie. Selon les déclarations d’un jeune Tunisien revenu de Syrie, après son recrutement dans une agence de voyages ayant pignon sur rue à Tunis, il aurait suivi une formation d’une semaine avant d’être transféré en Libye, puis vers la Turquie. Les terroristes d’aujourd’hui sont des mercenaires sans conviction, intéressés par l’argent qatari ou saoudien, les principaux payeurs des nouvelles guerres impérialistes par l’entremise du terrorisme. Le terrorisme «islamiste» est transnational, mais il ne frappe que les pays musulmans et africains. Il est international mais les victimes sont musulmanes. Voilà pourquoi il y a dans les paroles de Hollande et de Cameron une indécence et un cynisme qui font honte. Le terrorisme est une création occidentale et il n’a jamais menacé ni touché les intérêts occidentaux : de nombreux ouvrages, les nombreuses preuves, les innombrables zones d’ombre attestent que tous les attentats où il y a eu des victimes occidentales ont un lien (de complicité avérée ou de négligence volontaire) avec la CIA ou les autres services de renseignements occidentaux. Les affaires libyennes, syriennes et maliennes attestent que l’Occident ne cache même pas son alliance avec le terrorisme.

A. E. T.

1. <http://www.silviacattori.net/article4154.html>

[Mali : ingérence humanitaire ou nouveau Sahelistan ? \(Première partie\)](#), 08 février 2013

[Mali : Ingérence humanitaire ou nouveau Sahelistan ? \(Deuxième partie\)](#), 12 février 2013

[Mali : ingérence humanitaire ou nouveau Sahelistan ?\(Troisième partie\)](#), 14 février 2013

[MALI : Ingérence humanitaire ou nouveau sahelistan ? \(Quatrième partie\)](#), 15 février 2013

[Mali : ingérence humanitaire ou nouveau Sahelistan ? \(Cinquième partie\)](#), 17 février 2013

[Mali : ingérence humanitaire ou nouveau Sahelistan ? \(Sixième partie\)](#), 18 février 2013

[Mali : ingérence humanitaire ou nouveau Sahelistan ? \(Septième partie\)](#), 19 février 2013

[Mali : ingérence humanitaire ou nouveau Sahelistan ? \(Partie 8\) Croustillantes histoires d’espions-otages français](#), 20 février 2013

[Mali : ingérence humanitaire ou nouveau Sahelistan ? \(Partie 9\) Des mensonges flagrants à l’ingérence directe](#), 21 février 2013

[Mali : ingérence humanitaire ou nouveau Sahelistan ? \(Partie 10\) Traîtres et mercenaires au service du néocolonialisme](#), 22 février 2013

[Mali : ingérence humanitaire ou nouveau Sahelistan ? \(Partie 11\) Les dollars de l’Oncle Sam](#)

[pour promouvoir le terrorisme](#), 23 février 2013

[Mali : ingérence humanitaire ou nouveau Sahelistan ? \(Partie 12\) Un néocolonialisme putride et ses nouveaux corsaires](#), 24 février 2013

[Mali : ingérence humanitaire ou nouveau Sahelistan ? \(Partie 13\) Terrorisme «djihadiste», bras armé de l'Occident](#) Par [Ali El Hadj Tahar](#), 25 février 2013

Suite :

[Mali : ingérence humanitaire ou nouveau Sahelistan ? \(15e partie\) Profondeurs stratégiques algériennes et sécurité des frontières](#), 27 février 2013

Mali : ingérence humanitaire ou nouveau Sahelistan ? [Fermer les frontières quand le feu est dans la maison ! \(16e partie et fin\)](#) , 01 mars 2013

La source originale de cet article est [Le Soir d'Algérie](#)
Copyright © [Ali El Hadj Tahar](#), [Le Soir d'Algérie](#), 2013

Articles Par : [Ali El Hadj Tahar](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca